

JUIN

REVUE DE L'ANNÉE



HONGRIE: Une nouvelle atteinte aux libertés s'est produite en juin avec l'adoption d'une nouvelle loi limitant le financement international de la société civile.

Dans une démarche en faveur de la liberté d'expression, le Danemark a abandonné sa **loi sur le blasphème** en juin. Une autre avancée positive, dans une affaire en Irlande, a vu six personnes être reconnues **non coupables** de séquestration, après avoir retenu prisonnier le vice-Premier ministre dans sa voiture lors d'une manifestation en 2014 contre les nouvelles tarifications touchant la desserte en eau. Beaucoup ont cru que les accusations portées étaient excessives et politiquement motivées, en pointant du doigt les dangers du discours sécuritaire de l'Etat dissuadant la désobéissance civile.

Mais si la société civile s'est félicitée du changement de loi au Danemark, une nouvelle loi au Japon a suscité beaucoup d'inquiétudes concernant le droit à la vie privée et ce aussi bien au sein de la société civile japonaise que parmi les experts en droits de l'homme des Nations Unies. La **Loi Anti-Conspiration** a considérablement étendu les pouvoirs de surveillance de l'État, reprenant à son compte l'enquête sur 277 types possibles de crimes, et ouvrant la voie au risque de son application erronée à grande échelle. Des milliers de personnes ont protesté dans la capitale, Tokyo, après l'adoption de la loi. Le mois précédent, des manifestations encore plus importantes, estimées à 55 000 personnes, se sont tenues contre les démarches visant à changer la Constitution ouvertement pacifiste du pays, tandis qu'en août, on a assisté à des **protestations** en rapport avec l'emplacement d'une base militaire américaine.

Une **loi sur la cybercriminalité** adoptée en Palestine contenait des dispositions alarmantes sur la liberté d'expression et le droit à la vie privée. La nouvelle loi imposait des peines sévères pour des crimes vaguement définis, ordonnait aux entreprises Internet de partager des données avec l'État et elle rendait plus facile le blocage des sites Web. Les autorités se sont empressées d'exercer leurs nouveaux pouvoirs : Avant juillet, on estime que 30 sites ont été bloqués, tandis qu'en août **cinq journalistes** ont été arrêtés et inculpés en vertu de la Loi sur la cybercriminalité.

D'autres tendances inquiétantes dans les lois affectant la société civile ont été observées au Tadjikistan, où suite aux amendements de la **loi sur la corruption** les autorités gouvernementales anti-corruption ont mandaté les OSC, ainsi que les partis politiques et les organisations internationales travaillant au Tadjikistan, de leur fournir une évaluation détaillée des risques de corruption. Dans des conditions d'espace civique où règne la répression et où les OSC sont régulièrement soumises à des inspections intrusives, cela a alimenté les inquiétudes de la société civile à savoir que les nouvelles mesures permettraient d'autres ingérences du gouvernement. Une nouvelle loi en Hongrie a exigé des OSC qui reçoivent un financement international de se déclarer financées de l'extérieur et de publier les noms de leurs donateurs, une mesure qui permettra à l'état de diaboliser les OSC.

Juin fut un mois mitigé pour les droits LGBTI. La Metro Manila Pride March des Philippines a vu plus de 7 700 personnes **célébrer pacifiquement**, avec une participation bien supérieure au nombre de ceux ont pris part à 2016. Des milliers de personnes ont également pris part à un défilé dans une **parade de la fierté** LGBTI à Sofia, en Bulgarie. La marche était pacifique et protégée par la police à la suite de menaces de l'Extrême droite. En Tanzanie, cependant, les menaces en l'encontre de la communauté LGBTI sont venues de très haut : le Président Magufuli a accusé les OSC travaillant pour les droits des LGBTI d'introduire des pratiques dangereuses dans le pays. Quelques jours plus tard, le ministre des affaires intérieures, Mgiwgulu Nchemba, a menacé d'annuler l'enregistrement des OSC pour les droits des LGBTI et d'emprisonner leurs militants.

La société civile cambodgienne a signalé des **nombreuses irrégularités** lors des élections locales de juin, y compris la pression sur les observateurs électoraux qui les a forcés à abandonner leurs postes et la présence d'un grand nombre de personnes non autorisées dans les bureaux de vote. Au cours du même mois, le gouvernement a annoncé son intention d'enquêter sur la « neutralité » d'un certain nombre d'OSC. L'investiture du nouveau

président serbe Aleksander Vučić, ancien premier ministre, a été marquée par de nombreux actes d'agressions physiques et des menaces contre les journalistes, la police refusant d'intervenir lorsque des incidents ont été signalés. Le mois suivant, la journaliste Dragana Peco, qui enquêtait sur les attaques, a vu son appartement forcé, mais aucun objet de valeur n'a été volé. Les attaques étaient en ligne avec le rétrécissement de la liberté d'expression qui a accompagné les élections d'avril, en particulier pour les **femmes journalistes**. Il y eut également des marches de protestation des citoyens contre l'investiture.

La violence a accueilli les **manifestations** à l'extérieur du parlement libanais alors qu'on votait pour prolonger le mandat de ce dernier pour la troisième fois. Le gouvernement divisé et dysfonctionnel du Liban a connu des années d'impasse, avec des élections reportées à plusieurs reprises. Alors qu'une nouvelle loi électorale a finalement été adoptée en juin, ouvrant la voie à des élections qui pourraient se tenir en mai 2018, la colère des gens a été déclenchée par la lenteur des changements. L'utilisation disproportionnée de la force pour réprimer les manifestations, y compris l'usage des matraques, a fait au moins sept blessés.

Panama a connu des **manifestations**, y compris une manifestation à l'extérieur de la résidence du président, contre une proposition de loi qui pourrait hausser les taxes pour les propriétaires et aussi une protestation des étudiants. Dans les deux cas, il y a eu de violents affrontements avec la police. Des gaz lacrymogènes ont été utilisés contre la manifestation étudiante, suite à cela neuf policiers ont été légèrement blessés et quatre étudiants ont été arrêtés. Les manifestations ont continué à être réprimées au cours des mois suivants, notamment une **manifestation d'enseignants** qui fut réprimée par des arrestations et des gaz lacrymogènes. Le Costa Rica a connu une série de **grèves** en juin et en juillet, notamment des enseignants et des **travailleurs du secteur judiciaire**, ainsi qu'une grève générale d'une journée qui a donné lieu à des protestations populaires dans plusieurs villes.

Le gouvernement du Gabon a **suspendu** de publication un journal pendant deux mois après avoir jugé qu'il avait publiquement insulté le président. Il a également arrêté et détenu le dirigeant syndical Marcel Libama et le journaliste qui l'a interviewé, Jules Bivinga. Ils ont été accusés de diffamation après avoir publié une interview sur les accusations portées contre un autre syndicaliste accusé d'avoir organisé une réunion non autorisée. Leur syndicat, Conyased, a été suspendu en mars après une grève de longue durée, tandis qu'une réunion syndicale en mai a été dispersée par les forces de sécurité. Dans un autre incident au Gabon, un groupe de personnes armées a pris d'assaut les locaux de quatre médias à Libreville, la capitale, insistant pour qu'ils diffusent des messages en faveur d'un candidat politique de l'opposition.

L'Autorité des médias du Soudan du Sud a **interdit** à 20 journalistes étrangers d'entrer ou de travailler dans le pays, affirmant que leurs récits n'étaient pas fondés et risquaient de provoquer des violences. L'interdiction a été par après levée en juin à la suite des pressions exercées par le Comité de Pilotage du Dialogue National. Et pourtant, au Soudan du Sud, l'État est resté le principal instigateur de la violence, avec une campagne sans répit et brutale contre la société civile et la liberté des médias. Le mois suivant, l'Etat a **bloqué l'accès** à une série de sites d'information et de blogs.

Dans le cadre d'une crise diplomatique entre les gouvernements du Qatar et de l'Arabie Saoudite et ses alliés, le réseau Al Jazeera a fait **l'objet d'attaques**. Les gouvernements de Bahreïn, d'Égypte, d'Arabie Saoudite et des Emirats arabes Unis ont exigé que le Qatar ferme Al Jazeera. Al Jazeera a par la suite vu ses sites Web bloqués en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, ses bureaux à Riyad, capitale de l'Arabie saoudite, fermés et sa licence en Jordanie et en Arabie saoudite retirée. Ses sites Web ont ensuite été mis hors service suite à des **cyberattaques** continues. La société civile a condamné ces attaques contre la diversité des médias et la liberté d'expression.

HONGRIE : LA SOCIÉTÉ CIVILE VISÉE PAR UNE POLITIQUE MUSCLÉE

Des **précédents** rapports sur l'état de la société civile ont montré comment le Premier ministre **hongrois** Viktor Orbán, au pouvoir depuis 2010, a pris une direction fortement nationaliste et socialement conservatrice qui a mis son gouvernement en contradiction avec ses engagements en tant que membre de l'UE. Le Premier ministre Orbán a parlé de transformer la Hongrie en un « **Etat autoritariste** », citant la Chine et la Russie comme modèles, et a fait cause commune avec le leadership idéologiquement similaire de la Pologne dans l'engagement de mener une « **contre-révolution culturelle** » dans l'UE.

Un nouvel assaut contre les libertés de la société civile s'est produit en juin avec l'adoption de la loi sur la Transparence des Fonds Etrangers dans une démarche **condamnée** par le Parlement européen et la société civile internationale. La loi **exige** que toute OSC recevant plus de 24 000 € (28 000 \$ US) de fonds extérieurs à la Hongrie soit enregistrée comme organisation «soutenue par l'étranger» et toutes ses communications soient étiquetées en vertu de cela, et mettre sur une liste tout donateur étranger qui fournit plus de 1 600 € (1 900 dollars EU) par an. Les pénalités pour non-conformité peuvent inclure le gel des avoirs d'une organisation et l'interruption forcée de ses activités. Bien que **certaines concessions** aient été faites à la fin, lors de l'adoption du projet de loi pour permettre l'anonymat pour les petites donations, l'intention claire était de saper la crédibilité de nombreuses OSC en les stigmatisant comme des «agents étrangers», suivant l'approche que la **Russie** et **Israël** furent les premiers à utiliser.

Anita Koncsik de l'**Union Hongroise des Libertés Civiles (UHLC)** rejette l'argument selon lequel l'introduction de la nouvelle loi était nécessaire pour

améliorer les normes de responsabilisations des OSC, citant des strictes exigences existantes d'obligation de faire rapport:

Ce n'est pas nécessaire du tout. Les OSC se conforment aux exigences de transparence globales déjà existantes. La loi de 2011 sur la liberté syndicale, sur le statut d'organisme à but non lucratif et sur le fonctionnement et le soutien des organisations civiles, également connue sous le nom de Loi Civile, régleme déjà les états financiers devant être conformes aux normes de transparence. UHLC doit élaborer quatre rapports annuels, dont un portant sur les donations. Les OSC qui ne reçoivent pas de fonds publics hongrois doivent publier un rapport financier annuel, un rapport de non-profit et un rapport sur les donations.

La Hongrie a une société civile dynamique et diversifiée, avec environ **60.000** OSC. Mais il est difficile qu'on s'interdise de soupçonner que la section de la société civile visée par l'attaque est celle qui défend les valeurs progressistes, celle qui met cette société civile à couteaux tirés avec le parti au pouvoir. Par exemple, alors que le parti au pouvoir a consolidé son élection en adoptant une ligne dure sur les migrants et les réfugiés, notamment en construisant de **nouvelles barrières frontalières** en 2015 et 2017. En fournissant soins et soutien aux migrants et aux réfugiés, on aurait pu qualifier les groupes de la société civile d'appartenir à l'opposition. Devant un Parlement faible et des médias fortement limités, la société civile a souvent assumé un rôle de surveillance des actions de l'État, y compris en **mettant à jour** la corruption de l'État. La nouvelle loi peut être considérée comme une action parmi une **série d'autres**, à savoir la concentration de la propriété des organes d'information, les campagnes de haine et l'utilisation de la violence, qui rendent plus difficile l'expression et le partage d'opinions qui divergent des récits officiels. Anita décrit une campagne d'intimidation soutenue :

La propagande gouvernementale a créé un faux lien entre la défense des droits de l'homme et le terrorisme, puisque selon le discours du

gouvernement, le phénomène des réfugiés est la racine du terrorisme. Il y a un groupe d'OSC de défenses de droits de l'homme qui se dévouent pour les droits des réfugiés et qui s'efforcent d'aider malgré les circonstances hostiles actuelles. Ces OSC sont donc accusées de soutenir le terrorisme.

Même si nous croyons que la reddition de comptes aussi bien dans la sphère gouvernementale que non gouvernementale est importante, le nouveau règlement sert clairement d'autres intérêts. C'est la raison pour laquelle il a été intégré dans la campagne de diffamation du gouvernement contre les OSC qui osent prendre position contre ses mesures. C'est une tentative de faire taire ou de menacer les voix critiques. Il viole la liberté d'expression, sert à stigmatiser les OSC et porte atteinte à la vie privée des donateurs.

Cette proposition s'inscrit clairement dans la campagne hostile anti-OSC lancée il y a quatre ans, au cours de laquelle le Premier ministre Orbán a dénoncé les OSC en tant qu'agents d'intérêts politiques étrangers et a approuvé l'idée d'«état autoritariste» ainsi que les discours agressifs accompagnés des contrôles administratifs et d'enquêtes criminelles. Finalement, toutes les enquêtes ont été abandonnées et aucune n'a conclu à l'existence d'actes répréhensibles ou d'irrégularités. En 2016, après une procédure judiciaire de deux ans et demi, UHLC a mis en lumière le fait que les enquêtes gouvernementales avaient été ordonnées par le Premier ministre lui-même, ce qui prouve le caractère purement politique des audits.

George Soros, financier et philanthrope américain né en Hongrie et fondateur de l'Open Society Foundations, qui apporte un grand soutien à la société civile, y compris à l'UHLC, en Hongrie et dans de nombreux autres pays, est particulièrement visé par la nouvelle loi. Le président Orbán, qui bénéficie d'un contrôle étroit des médias publics, a mené une **campagne de diabolisation** contre Soros, l'accusant de favoriser les migrations de masse



Les gens protestent contre le projet de fermeture de l'Université d'Europe centrale.

Source: Getty Images

vers la Hongrie et l'UE. La campagne a inclus des affiches et imprimés publicitaires. Certains ont été barbouillés d'injures antisémites, reprenant un **thème sous-entendu** qui était souvent revenu dans la campagne. Le porte-parole international du président Orbán, Zoltan Kovacs, **a décrit** les organisations financées par Soros comme des « agents étrangers financés par des fonds étrangers » et a indiqué que les OSC ne devraient pas influencer les décisions politiques, ce qui implique une interprétation étroite de la démocratie. Human Rights Watch, soutenu par Soros, a fait l'objet d'attaques verbales, tandis qu'Amnesty International a été accusée par le gouvernement de publier de faux rapports et d'encourager les migrants à enfreindre les lois.

En avril, le gouvernement **a rapidement adopté une loi** rendant plus difficile le fonctionnement des universités étrangères en Hongrie, ce qui constitue une attaque claire et ciblée contre **l'Université Centrale Européenne** (UCE) financée par Soros et, par extension, plus largement contre les notions de pluralisme et de la liberté de pensée. Avec les élections prévues pour avril 2018, il semble que diaboliser Soros et dénigrer la société civile dans ce cadre est un élément clé de la stratégie de réélection du parti au pouvoir. Anita offre plus de détails sur ces attaques :

La propagande gouvernementale a commencé à dépeindre les OSC qui la critiquent comme un risque pour la sécurité nationale. Szilárd Németh, vice-président du parti au pouvoir Fidesz et du Comité de Sécurité Nationale du Parlement, a annoncé en septembre 2016 qu'il avait demandé aux services de sécurité nationale d'inspecter les organisations « coopérant avec le réseau Soros » et a affirmé que ces organisations violaient ouvertement les lois hongroises et européennes, et participaient illégalement à la politique avec de « l'argent noir ». En Hongrie, les services secrets peuvent collecter des informations sans mandat judiciaire lorsque cela touche aux risques de sécurité nationale.

En décembre 2016, le Premier ministre Orbán a annoncé qu'en 2017, les États devraient songer à « chasser » George Soros ainsi que les organisations qu'il soutient à partir de leurs pays. Un mois plus tard, Szilárd Németh a déclaré : « Les fausses organisations civiles de l'empire Soros sont maintenues pour que le gouvernement mondial puisse imposer un capital mondial et un monde de la rectitude politique. Ces organisations doivent être repoussées avec tous les outils disponibles, et je pense qu'ils doivent être balayés d'ici. »

Ces déclarations révèlent le véritable but du gouvernement hongrois autoritariste : stigmatiser et faire taire ceux qui expriment des opinions critiques sur les affaires publiques.

IL EST DIFFICILE
QU'ON S'INTERDISE
DE SOUPÇONNER
QUE LA SECTION
DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE VISÉE PAR
L'ATTAQUE EST
CELLE QUI DÉFEND
LES VALEURS
PROGRESSISTES,
CELLE QUI
MET CETTE
SOCIÉTÉ CIVILE À
COUTEAUX TIRÉS
AVEC LE PARTI AU
POUVOIR.

De nombreux Etats qui se sont tournés vers des politiques plus à droite et moins pluralistes ont attaqué le soutien de George Soros aux OSC, dont la Bulgarie, Israël, la Pologne, la Serbie et la Slovaquie, le processus se trouvant accéléré depuis la victoire électorale du président Trump en 2016. Les partisans de ce dernier ont également **attaqué Soros** et l'ont accusé de financer des manifestations anti-Trump. En Roumanie (*voir février*), la télévision d'Etat a **accusé** Soros de payer pour que les gens participent à d'énormes manifestations anti-corruption, cherchant à nier la réalité de la colère publique face à la mauvaise gouvernance.

En Macédoine, l'ancien Premier Ministre Nikola Gruevski, qui a dû démissionner en 2016 à la suite d'un vaste scandale de mise sous surveillance, a appelé à une « **désorosisation** » de la société civile, affirmant faussement que plus de 90% des OSC macédoniennes étaient financées par Soros ou gouvernements étrangers sous son contrôle; Des éminents militants de la société civile ont été accusés par un groupe lié au parti au pouvoir d'être à la solde de gouvernements étrangers, et des militants ont été la cible de menaces et de discours de haine sur les médias sociaux avant les élections de décembre 2016. Une telle rhétorique a conduit au lancement en janvier d'une campagne « **Stop Operation Soros** », qui s'est accompagnée d'une vague de formations d'organisations qui se qualifient elles-mêmes d' « **ONG patriotiques** », alignées sur les causes nationalistes au titre de la division politique ethnique macédonienne (*voir février*). En mai, le gouvernement sortant de Macédoine a tenté d'accorder des fonds publics à ce groupe d'organisations nationalistes, mais cette décision a été rejetée par le nouveau gouvernement qui a pris ses fonctions en juin. En février, le gouvernement macédonien a également **lancé** une vague d'inspections et de vérifications de **21 organisations de la société civile** qui avaient pris part avant l'élection à une campagne électorale sans connotation politique, empruntant ainsi aux tactiques hongroises d'inspecter et d'auditer arbitrairement les OSC qui se montrent critiques.

La tentative dans tous ces contextes est de fabriquer un ennemi qui sert d'écran de fumée pour attaquer les droits et les groupes qui demandent

des comptes au pouvoir politique et économique. George Soros correspond à l'image d'un ennemi juré que seul le pouvoir politique centralisé et la politique nationaliste peuvent contrer.

En Hongrie, suggère Anita, l'intention est également de diviser la société civile en un camp complaisant, financé par le gouvernement et qui ne le critique pas, et un camp qui peut être diabolisé comme étant anti-gouvernement et anti-patriotique, et à qui on refuse la capacité de recevoir des fonds :

*Les OSC subissent un traitement différent en fonction des ressources financières auxquelles elles ont accès et de la manière dont elles osent se montrer critiques envers le gouvernement. Il existe des organisations progouvernementales, telles que le Forum de la Coopération Civile (Civil Összefogás Fórum, CÖF), organisateur des « **rassemblements de la paix** » progouvernementaux et qui a participé très activement à la campagne électorale de 2014 aux côtés des partis au pouvoir. CÖF prétend financer les opérations de l'organisation exclusivement par des dons privés. Cependant, leurs rapports ne précisent pas clairement qui sont ces donateurs, et le CÖF a des liens avérés avec une fondation appartenant au parti au pouvoir dont elle a reçu des dizaines de millions de forints. La transparence d'une telle organisation, cependant, n'est pas un problème selon le gouvernement.*

Tous les citoyens n'appuient pas les initiatives du gouvernement et la société civile ne se laisse pas faire. Des milliers ont protesté à Budapest **avant** et **après** que la loi affectant l'UCE ait été adoptée. Anita décrit les protestations et la réaction :

Les opposants qui protestaient contre les restrictions inconstitutionnelles à la liberté d'éducation scolaire et universitaire et à la liberté de recherche, ont été rejoints par des milliers de Hongrois indignés par la dernière campagne de propagande anti-UE du gouvernement appelant les Hongrois à « arrêter Bruxelles ».

En réaction aux premières manifestations, le gouvernement a accéléré la procédure législative visant à interdire une véritable discussion politique sur l'amendement. Au cours de la manifestation de masse, d'autres causes sont apparues, notamment la fermeture illicite du journal respecté de gauche Népszabadság, des restrictions à la liberté d'expression, la propagande Fidesz, notamment sur les chaînes de télévision publiques, l'exclusion sociale et la xénophobie alimentée par le gouvernement.

Une marche anti-Poutine a été organisée lorsque le président russe Vladimir Poutine, un modèle d'inspiration pour des dirigeants comme le Premier ministre Orbán, s'est rendu à Budapest en février, tandis que **des milliers de personnes** ont manifesté en mars lors de la fête nationale au cours de laquelle ils ont sifflés pendant le discours du Premier ministre. Un tribunal avait annulé la précédente mesure d'interdiction de protester du gouvernement. Des affrontements avec des manifestants pro-Orbán ont été signalés.

L'Union Hongroise des Libertés Civiles (UHLC) a promis de refuser de s'enregistrer en vertu de la nouvelle loi, insistant sur le fait qu'elle était déjà entièrement conforme à la réglementation en vigueur. Et en septembre, **23 OSC**, dont UHLC, ont déposé un appel conjoint à la Cour Constitutionnelle hongroise contre la nouvelle loi, offrant un autre exemple de comment en 2017, dans des contextes différents, la Société Civile a travaillé ensemble pour faire usage des voies légales pour défendre le Droit.

Les actions du gouvernement le placent de plus en plus en contradiction avec les **valeurs** fondamentales de l'UE, à savoir le respect des droits de l'homme, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité et de la primauté du droit. En juillet, l'UE a entamé des procédures judiciaires contre le gouvernement hongrois pour violation de la liberté syndicale suite à la nouvelle loi, ainsi que pour des violations d'autres droits fondamentaux. En décembre, elle **a annoncé** qu'elle attrayait le gouvernement devant la Cour Européenne de Justice.

En avril, l'UE a également **lancé** un processus officiel concernant le traitement de l'Université Centrale Européenne (UCE) par le gouvernement et **entamé** en juin des procédures judiciaires contre les gouvernements de la République tchèque, de Hongrie et de Pologne pour avoir refusé d'accepter des réfugiés conformément au système de quota de l'UE. Pour montrer encore plus à quel point elle est prête à défendre ses valeurs fondamentales, l'UE a également **entamé des poursuites** en décembre contre le gouvernement polonais pour violations graves de la primauté du droit, après que ce dernier ait renforcé son contrôle sur les nominations judiciaires. Le gouvernement **norvégien** a déclaré en mai que la Hongrie et la Pologne devraient autoriser le financement direct de la société civile dans le cadre d'un programme d'aide qu'il donne en tant que membre de l'Espace Economique Européen, un point de tension depuis qu'en 2014 le gouvernement hongrois **avait fait une descente policière** dans les locaux de trois OSC soutenues par la Norvège et a accusé la Norvège d'ingérence politique.

Au moment où le rôle et l'objectif de l'UE sont de plus en plus remis en question au sein de ses Etats membres les plus importants, la société civile indépendante hongroise et la société civile internationale continueront à compter sur l'UE pour que cette dernière garde sa position et impose les accords sur les droits de l'homme auxquels les États se sont engagés lorsqu'ils ont rejoint l'association.